

*Questions orales*

**Mlle Carney:** On leur accorde sept ans pour s'adapter, puis-que c'est le temps qu'il faudra pour supprimer les prix discriminatoires. Les autres droits acquis du secteur, qui visent l'autorisation de vente à l'établissement vinicole et le commerce privé de vins, ont tous été maintenus dans l'Accord.

## LA POSITION DE LA MINISTRE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, la ministre nous dit qu'elle est originaire de l'Okanagan. Elle sait très bien que les industriels, les cadres et les travailleurs de cette région subiront dès maintenant les conséquences de ces négociations. Elle n'ignore pas qu'ils perdront 50 p. 100 de leur protection tarifaire, non pas dans dix ans, mais dès l'an prochain. Voilà ce qui va se passer, et la ministre devrait le savoir.

La ministre a fait certaines promesses aux travailleurs et aux industriels de cette région. Compte tenu aussi des répercussions de cet accord sur la ceinture fruitière en Ontario, qu'a-t-elle à dire à ces travailleurs? Est-elle en train de dire aux producteurs vinicoles du Canada: «Donnez leur de la bière»? Est-ce cela sa réponse?

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Non, monsieur le Président. Je dis aux Canadiens, et aux députés, de continuer de boire du bon vin et de l'exporter aux États-Unis.

● (1430)

## LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR VINICOLE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le ministre sait que pour des raisons climatiques et beaucoup d'autres, ce secteur n'est pas en mesure d'admettre l'avalanche d'importations qu'il va recevoir maintenant du côté américain. Est-ce que pour une fois la ministre voudrait nous dire en termes simples, au lieu d'essayer de faire de l'esprit, ce que le gouvernement entend faire pour les 20 000 travailleurs qui vont être touchés ainsi que pour leurs familles? Donnez-nous une réponse.

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je pense que la meilleure sécurité d'emploi que peuvent avoir les gens du secteur vinicole ce sont des marchés élargis plutôt que des marchés fermés. Je pense que c'est là une chose qui est comprise dans le secteur.

Pourrais-je ajouter, puisque le député se fait prophète de malheur, combien de fois il s'est trompé dans le passé. Vous vous souviendrez monsieur le Président, qu'en 1984, en réponse à notre budget, il a dit qu'il allait faire disparaître des milliers d'emplois.

**Des voix:** Règlement!

**Mlle Carney:** «Qu'il allait entraîner une nette augmentation du chômage.»

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Continuez.

**M. le Président:** Le député de Shefford.

[Français]

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, on vient d'entendre la ministre du Commerce extérieur reconnaître qu'elle a oublié ses origines et qu'elle laisse tomber ces gens. J'imagine qu'elle a appris cela du premier ministre.

Justement, je veux rappeler au premier ministre qu'en 1984, il voulait se faire élire . . .

**M. le Président:** S'il vous plaît, posez la question.

\* \* \*

## LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

## LE CRÉDIT D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** La question est très simple, monsieur le Président. En 1984, le premier ministre s'est fait élire dans sa circonscription de Manicouagan sous le slogan «L'espoir a un nom: Brian Mulroney»

En 1987, les autorités de la ville de Sept-Îles disent, et je cite: «Sept-Îles n'a pas de député véritable à Ottawa qui parle en son nom, puisque le député de Manicouagan s'est enfermé depuis trois ans dans un silence et un mutisme inexplicable.» C'est signé par le maire et les autres.

Ma question au premier ministre est la suivante: Samedi, ces gens doivent se mobiliser, prendre la rue pour lui faire comprendre qu'ils sont dans le besoin et qu'ils sont en chômage. Est-ce que le premier ministre peut leur éviter cette humiliation et nous rendre une réponse immédiatement quant au crédit d'impôt à l'investissement?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, au nom de mes électeurs de la circonscription de Manicouagan, j'apprécie énormément l'intervention du député libéral, et mes électeurs l'auraient apprécié davantage si nous avions bénéficié du même appui lorsque le gouvernement canadien a décidé d'installer un pénitencier à Port Cartier. On l'aurait apprécié énormément. Mais nous avons l'hypocrisie du parti libéral, nous avons bénéficié de l'appui temporaire du parti libéral. Il y a des gestes qui ont été posés: par exemple, en fin de semaine, je pense, un montant de 10 millions de dollars a été investi dans le secteur de la pêche de la circonscription de Manicouagan, qui a été hautement apprécié par la population. Nous avons désenclavé toute une partie de notre population dans la moyenne et basse côte nord à cause d'un projet routier important. La même chose pour la 138. Nous avons des projets d'aéroport dans le Grand Nord. Nous avons une circonscription énorme, à peu près 1 200 kilomètres de long sur 900 kilomètres de large, c'est presque un pays en soi qui exige énormément d'interventions de la part du gouvernement, et j'espère que je peux compter sur l'appui de tous les députés de la Chambre chaque fois que je vais intervenir à l'avenir.